



Mobilité internationale de la main-d'œuvre : chance ou menace pour les pays en développement ?

par Denis Drechsler, Centre de développement de l'OCDE

- ◆ Les migrations peuvent contribuer au processus de développement des pays d'origine.
- ◆ Les gains potentiels liés aux migrations sont encore insuffisamment exploités.
- ◆ Une meilleure gestion des migrations passe par une cohérence accrue entre différents domaines d'action – migrations, développement des ressources humaines et marchés du travail notamment.

Les migrations font partie intégrante de la mondialisation. Dans les pays de l'OCDE, la proportion de personnes vivant ailleurs que là où elles sont nées a plus que doublé entre 1985 et 2005. Pour environ la moitié d'entre elles, il s'agit de migrations entre pays industrialisés. Mais les migrations de pays en développement à pays développés ont elles aussi augmenté sensiblement – pour plusieurs raisons. Au-delà des motivations politiques (persécutions dans le pays d'origine par exemple), les facteurs économiques apparaissent comme de puissants moteurs : en émigrant, les gens espèrent améliorer leur emploi, leur salaire et leurs conditions de vie. Si l'impact des migrations sur les pays d'accueil a fait l'objet de nombreuses études, cela ne doit pas occulter leurs répercussions bénéfiques sur les pays d'origine.

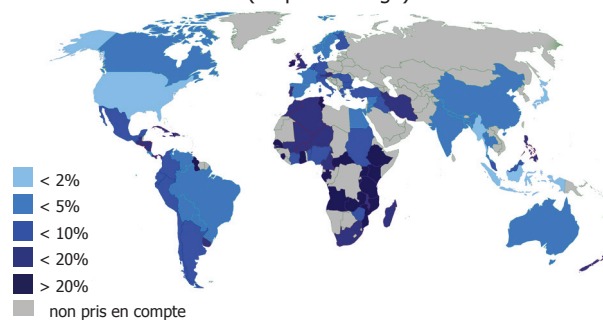
Le couple migrations/développement

Les migrations peuvent agir sur le développement de multiples façons, via notamment leur impact sur le marché du travail, les évolutions en termes de productivité et les fonds que les expatriés renvoient chez eux. L'importance relative de ces facteurs varie d'un pays à l'autre et dépend souvent du niveau de compétences des migrants.

Les migrations des travailleurs peu qualifiés semblent avoir plus d'impact sur la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine que les migrations de travailleurs hautement qualifiés. Ce résultat – qui peut sembler surprenant – est en fait parfaitement logique : tout d'abord, les migrants peu qualifiés renvoient plus d'argent chez eux puisqu'ils sont en général partis moins loin, ont l'intention de rentrer et ont le plus souvent laissé leur famille derrière eux. Leur incitation à soutenir leurs proches financièrement est donc plus puissante que chez les migrants hautement qualifiés. Par ailleurs, ils sont plutôt originaires de milieux démunis – d'où l'impact accru des fonds qu'ils transfèrent sur la pauvreté. Enfin, leur départ peut relâcher les pressions exercées sur les marchés locaux du travail, où la demande de main-d'œuvre peu qualifiée est largement excédentaire.

À l'inverse, la migration des travailleurs hautement qualifiés – la fameuse « fuite des cerveaux » – a un impact moins net sur le développement et pénalise de manière disproportionnée les pays en développement pauvres. À de rares exceptions près, le taux de diplômés de l'université qui ne vivent plus là où ils sont nés est particulièrement élevé dans les pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique centrale et dans les petits États insulaires (zones les plus sombres sur la figure 1). Mais même dans ces pays, le phénomène de la fuite des cerveaux est plus complexe qu'il n'y paraît. Les travailleurs hautement qualifiés sont souvent obligés de partir faute de trouver un emploi adapté dans leur pays d'origine – leur départ n'a donc pas d'effet immédiat sur les marchés locaux du travail. De fait, des politiques judicieuses pourraient aider les pays d'origine à tirer parti de la migration de leurs travailleurs hautement qualifiés. Ainsi, la perspective d'une émigration prochaine peut inciter d'autres à se former davantage ; les transferts financiers des migrants peuvent soutenir le processus de développement dans leur pays d'origine ; et les nouvelles compétences des migrants qualifiés peuvent profiter à leur pays d'origine, à condition de mettre en place des dispositifs adaptés, à l'instar de la « circulation des cerveaux ».

Figure 1. **Migrations chez les diplômés du troisième cycle**
(en pourcentage)



Part des ressortissants d'un pays diplômés du troisième cycle et vivant dans un (autre) pays de l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE sur les immigrants et les expatriés (2004/2005) ; Cohen et de Soto (2001).

Les opinions exprimées dans cet exposé sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE, du Centre de développement ou de leurs pays membres.

Politiques d'éducation et d'emploi

Malgré leur utilité, les migrations ne contribuent pas encore suffisamment au développement. Les politiques d'éducation et d'emploi devraient notamment s'ajuster aux conséquences des mouvements internationaux de la main-d'œuvre.

Les pays d'origine devraient s'efforcer de retenir les travailleurs indispensables à leur développement (médecins, infirmières, ingénieurs notamment) en leur offrant de réelles incitations à rester ou à revenir après un séjour à l'étranger. Ils doivent par conséquent avoir conscience des attentes de leurs ressources humaines pour adapter les interventions aux secteurs qui en ont le plus besoin. Les travailleurs ne seront incités à participer au développement de leur pays de naissance qu'à condition de pouvoir utiliser leurs connaissances et compétences spécifiques.

Il faut par ailleurs permettre aux migrants de se réinsérer sur le marché du travail de leur pays d'origine. Certains pays ont déjà pris des mesures pour pousser des expatriés hautement qualifiés à rentrer – allègement d'impôts, laboratoires de recherche sophistiqués ou versement de primes. Les mesures ne sont pas forcément coûteuses : il suffit de reconnaître l'expérience acquise à l'étranger ou d'informer correctement les expatriés de retour sur les règles d'obtention d'un crédit ou de création d'une entreprise.

De la même façon et en conjonction avec la situation sur le marché du travail, les politiques d'éducation devraient garantir un flux constant de ressources humaines adaptées aux besoins. Pour endiguer les migrations des travailleurs

hautement qualifiés, les pays pourraient instaurer des systèmes obligeant les diplômés d'établissements financés par l'État à travailler dans leur pays d'origine pour une durée déterminée. Ils pourraient également couvrir les prêts aux étudiants en échange d'un engagement à travailler dans leur pays ou passer des accords de partenariats avec les pays de l'OCDE pour encourager les migrations temporaires. Ces dispositifs sont efficaces : la Floride en témoigne, où des personnels soignants jamaïcains travaillent à la fois aux États-Unis et en Jamaïque, à raison de 15 jours par mois. Tous les partenaires profitent de cette migration : les migrants eux-mêmes, qui gagnent mieux leur vie à l'étranger ; le pays d'accueil, qui peut combler des postes vacants ; et le pays d'origine, dont la main-d'œuvre acquiert de nouvelles compétences et connaissances au contact de ces migrants.

Des politiques plus cohérentes pour un développement plus intégrateur

Les politiques migratoires doivent donc être envisagées sous l'angle du processus de développement d'un pays. La gestion judicieuse des migrations passe par une cohérence accrue entre domaines d'action. L'impact de la mobilité internationale croissante des travailleurs sur le développement peut être conforté par des outils novateurs favorisant les migrations circulaires, des mesures concertées des banques et autres services financiers pour réduire le coût des transferts de fonds des expatriés et des réglementations plus adaptées pour le recrutement de personnel hautement qualifié – ce qui exige une meilleure gestion des ressources humaines dans le pays d'origine.

Pour approfondir la question :

OCDE (2007), *La Cohérence des politiques au service du développement – migrations et pays en développement*, Centre de développement, OCDE, Paris.